



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 17 mars 2005

**DIRECTION  
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE  
DE LA JEUNESSE**

**SOUS-DIRECTION  
DE L'ACTION EDUCATIVE  
ET DES AFFAIRES JUDICIAIRES**

**BUREAU DES METHODES  
DE L'ACTION EDUCATIVE  
K 1**

**Note  
à  
Madame et Messieurs les  
directeurs régionaux de la protection judiciaire de la jeunesse  
Monsieur le directeur du CNFE**

Dossier suivi par :  
Agnès Camelot  
Dominique Cazier

**Objet : L'action éducative des services de la protection judiciaire de la jeunesse en matière d'aménagements de peine.**

PJ : note : « l'action éducative en matière d'aménagement de peine : éléments de méthode »

Les dispositions introduites dans l'ordonnance du 2 février 1945 par la loi du 9 mars 2004, confient, depuis le 1er janvier 2005, l'exercice des mesures d'aménagements de peine aux services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse.

L'attribution de cette nouvelle compétence à des services dont la mission, quel que soit son cadre d'exercice, est la mise en œuvre d'une action éducative, soulève plusieurs questions touchant, notamment, aux liens existant entre éducation et contraintes judiciaires et à la nature de l'action éducative compatible avec de telles contraintes.

Afin d'aider à répondre à ces interrogations, et à préciser le contenu pédagogique des mesures d'aménagement de peine à l'égard des mineurs, le bureau K1 a conçu le document ci-joint qui décline les fondamentaux éducatifs ainsi qu'une méthodologie destinés à guider les services dans la mise en œuvre de ces mesures.

**DPJJ**

13, place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01  
Téléphone : 01 44 77 60 60  
Télécopie : 01 44 77 70 60

Cet écrit a été élaboré grâce aux réflexions d'un groupe de travail composé de représentants de l'administration centrale (bureaux K1 et K2) et de professionnels des services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire, mis en place à l'initiative de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse. Il a également fait l'objet d'une consultation de l'ensemble des organisations syndicales de la protection judiciaire de la jeunesse.

Son contenu sera repris et développé dans la circulaire en cours d'élaboration sur les missions de la protection judiciaire de la jeunesse en matière d'application des peines. Toutefois, compte tenu de son objet et de la problématique plus large de l'action éducative développée au sein d'un cadre posant des obligations judiciaires, à laquelle il apporte un certain nombre de réponses, il peut aussi constituer la première étape d'une réflexion qui devra être poursuivie à travers d'autres supports, par l'ensemble de la protection judiciaire de la jeunesse.

C'est la raison pour laquelle il m'a semblé utile de vous adresser ce document afin que vous puissiez en assurer la diffusion à l'ensemble des services placés sous votre autorité. Il prépare non seulement à la diffusion de la prochaine circulaire, à laquelle il ne substitut pas, mais vient aussi utilement compléter les fiches juridiques présentant les différentes mesures d'aménagement de peine mises en ligne sur le site intranet de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Le directeur de la Protection judiciaire de la Jeunesse  
Michel DUVETTE



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Direction de la protection judiciaire de la jeunesse*

**L'ACTION EDUCATIVE  
EN MATIERE D'AMENAGEMENT DE PEINE :  
ELEMENTS DE METHODE**

*Bureau des méthodes de l'action éducative*

*2005*

## ***Fondamentaux éducatifs et enjeux éducatifs en matière d'aménagement de peine***

L'exercice des mesures confiées aux services et établissements de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse est fondé sur des décisions judiciaires prises, en application de la législation spécifique aux mineurs en matière civile comme en matière pénale.

L'action éducative menée par la PJJ ne se réduit pas à l'exercice des seules mesures éducatives. Elle peut être mise en oeuvre dans d'autres cadres (sursis mise à l'épreuve, contrôle judiciaire) et dans d'autres missions (prévention, suivi des mineurs incarcérés en l'absence de mesure, insertion, etc.).

Les modalités du suivi éducatif du mineur doivent s'appuyer sur le cadre juridique plus ou moins contraignant des mesures prononcées et s'adapter à la nature de la mesure, sachant que la situation globale du mineur doit toujours être prise en compte.

**Au-delà de la diversité des mesures, des peines et des missions exercées, la protection judiciaire de la jeunesse trouve sa légitimité et sa spécificité dans la nature même de sa mission éducative. Celle-ci repose sur le principe selon lequel un mineur est un être en devenir, pour lequel tous les possibles sont ouverts et dont la situation de minorité, caractérisée par la vulnérabilité et l'inachèvement, exige protection et éducation.**

La particularité de la mission de la protection judiciaire de la jeunesse impose aux personnels éducatifs de fonder leur intervention auprès des mineurs sur deux vecteurs fondamentaux :

- mobiliser dans toute mesure, quelle que soit sa nature et quel que soit le cadre juridique de la décision, la compétence qui leur est propre : la compétence éducative,
- toujours situer la personne du mineur au centre de leur intervention en appréhendant sa situation dans sa singularité, sa globalité et sa temporalité.

Dans tous les cas, l'action éducative menée vise à permettre au mineur en difficultés de trouver les moyens et les appuis nécessaires à une évolution positive de sa situation, à un développement personnel au sein de son environnement social et familial et à la préparation de son insertion dans la société.

Tout en s'inscrivant dans le cadre de ces principes, l'action éducative menée auprès des mineurs détenus fait appel à des modes d'intervention spécifiques tributaires du contexte carcéral dans lequel elle s'exerce. En effet, si une partie des démarches mises en oeuvre dans les pratiques éducatives en milieu ouvert n'est pas mobilisable dans le cadre d'un placement en détention, celui-ci offre par ailleurs d'autres possibilités pour conduire une action éducative. Ce travail est d'ores et déjà mené par les éducateurs PJJ intervenant auprès des mineurs détenus. Les aménagements de peine constituent un support supplémentaire notamment pour aider le mineur à se projeter dans l'après détention, à travers la concrétisation d'un projet d'exécution de peine à l'extérieur.

## **LA MESURE D'AMENAGEMENT DE PEINE :**

L'aménagement de peine permet à un mineur de sortir de prison avant la fin de sa peine privative de liberté ou de ne pas exécuter sa peine en détention<sup>1</sup>, afin de mettre en œuvre un projet éducatif et de socialisation.

Cette mesure s'inscrit le plus souvent dans un parcours éducatif et le projet qui la sous tend doit alors se construire dans la continuité de l'action éducative déjà menée.

### **Finalité :**

L'objectif est de permettre, à partir d'un projet éducatif, une sortie de détention anticipée, préparée et accompagnée.

A ce titre, les mesures d'aménagement de peine participent à la prévention de la récidive.

La construction d'un projet d'aménagement de peine implique donc un travail, avec le mineur, sur la perception qu'il peut avoir de sa condamnation et sur le sens de celle-ci. A travers cette réflexion sur le sens de la peine dans le parcours du mineur, le professionnel évalue la possibilité d'une individualisation de cette peine et les capacités du mineur à s'investir dans un projet d'aménagement.

### **Spécificité :**

Dans le cadre des aménagements de peine, le point de départ n'est pas la liberté, mais la prison. L'alternative ne se situe pas entre mesure éducative et mesure restrictive de liberté, mais entre le maintien en détention et une sortie sous condition, avant la fin de l'exécution de la peine.

La mesure d'aménagement de peine se distingue ainsi des mesures de probation telles que le SME ou le TIG. Le prononcé de celles-ci induit une restriction d'un champ de liberté initialement plus large. Ces mesures ne sont pas subordonnées à l'existence d'un projet, lequel se construit à partir du cadre édicté par le jugement.

**A l'inverse, le prononcé d'un aménagement de peine est conditionné, en premier lieu, par l'existence d'un projet éducatif et de socialisation.**

Les obligations auxquelles est soumis le mineur au titre de l'aménagement de peine, viennent encadrer un projet de sortie spécifique et adapté à sa situation.

**L'aménagement de peine correspond donc à l'aboutissement d'un travail mené durant la détention avec le mineur, sur l'individualisation de sa peine. C'est une mesure préparée, qui s'appuie sur une démarche engagée par l'éducateur avec le mineur.**

---

<sup>1</sup> Cette note ne développera pas le cas des aménagements de peine prononcés ab initio au titre de l'article 723-15 du cpp (ancien D 49-1), qui ne constituent pas une compétence nouvelle de la PJJ suite à la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

## **Enjeux éducatifs :**

### **Repositionner le mineur comme acteur de son évolution :**

La peine privative de liberté induit souvent chez le mineur des réactions négatives dont notamment une position de passivité et de déresponsabilisation qui peut l'entraîner dans la seule logique d'adaptation au monde carcéral. Ce phénomène se développe au détriment d'une démarche personnelle de connaissance de soi et de découverte de ses potentialités. La prise de risque, liée à tout processus d'apprentissage et de projection dans l'avenir, peut alors être source d'angoisse et refusée par le jeune. L'intervention des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse en quartier mineur contribue à inverser ce phénomène en replaçant le mineur en tant qu'acteur d'un projet et de son avenir. Dans cette perspective, l'aménagement de peine constitue une mesure particulièrement adaptée. En effet, à travers la relation au professionnel dans la construction du projet, le mineur peut progressivement être placé en situation d'accepter une confrontation avec la réalité. En outre, une mesure d'aménagement de peine ne peut se mettre en place qu'avec l'accord du mineur. Elle suppose donc un choix de sa part et ne peut lui être imposée.

Le principe d'individualisation de la peine permet ainsi de mobiliser à nouveau le mineur sur sa situation et sa personne, à travers la construction d'un projet éducatif et de socialisation, depuis la prison.

### **Donner des repères sécurisants au mineur :**

La préparation d'un aménagement de peine nécessite un repérage et un découpage de différents temps et modalités d'exécution dans la peine :

- une phase précédant toute possibilité d'aménagement,
- une phase transitoire de préparation d'un projet
- une phase d'exécution à l'extérieur de la prison

La perception de tels repères par le mineur peut constituer un élément sécurisant pour lui en structurant le temps d'incarcération. Celui-ci peut alors s'inscrire plus concrètement dans la continuité de son parcours commencé avant la détention et à partir de laquelle une nouvelle perspective se dessine.

### **Permettre un travail dans la progressivité :**

L'aménagement de peine, à travers la préparation et l'anticipation qu'il impose, permet également au mineur de s'investir progressivement dans un projet et ainsi de se projeter petit à petit vers une sortie accompagnée. En cela, la mesure d'aménagement de peine apporte un support éducatif rassurant pour le mineur.

Dans cet objectif, l'aménagement de peine constitue une phase transitoire entre l'enfermement et la liberté, support d'une évolution progressive du jeune. Il représente un outil adapté pour un suivi éducatif. Il évite une sortie de prison sans accompagnement.

De la même façon, un travail avec la famille peut aussi se développer, progressivement, tout au long des différentes phases de la mesure. Des permissions de sortie préparatoires à l'aménagement de peine sont susceptibles de constituer un support à cette démarche. Le professionnel dispose là d'un outil afin d'évaluer la capacité de mobilisation d'une famille autour du jeune. Il peut ainsi adapter son action en fonction des éléments recueillis lors de cette phase de préparation à la sortie.

## ***Méthodologie de mise en œuvre des mesures d'aménagement de peine***

La mesure d'aménagement de peine renvoie avant tout à un objectif de travail sur l'exécution de la peine et ses possibilités d'individualisation. Le suivi de la détention constitue, avec la connaissance globale du mineur, une composante majeure de ce travail.

La mise en place et le suivi d'un aménagement de peine concernant un mineur induisent des modalités différentes de celles qui seraient adaptées à un majeur et nécessitent le soutien et le suivi de professionnels formés à la connaissance des besoins et problématiques spécifiques du public concerné. Il appartient aux services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse, de réaliser cette adaptation, par la construction d'une démarche éducative spécifique pour la mise en œuvre de ces mesures.

Trois phases constitutives de la réalisation d'un aménagement de peine doivent être prises en compte :

- la préparation du projet
- la mise en place (dont les débats contradictoires et la commission d'application des peines)
- le suivi de l'exécution

L'action des professionnels dans chacune de ces phases ne doit pas reposer sur une personne isolée mais faire appel à un travail d'équipe (sur le site pénitentiaire et dans le service d'appartenance du professionnel<sup>2</sup>) ainsi qu'à un réseau de partenaires.

### **1. la préparation et la construction du projet :**

La construction du projet doit commencer par une prise en considération du parcours antérieur du mineur ; passé judiciaire, éducatif, scolaire, social et familial.

L'analyse du parcours de détention, tout comme la projection dans l'après détention, doit d'abord se faire à la lumière d'une appréhension globale de l'évolution et de la personnalité du mineur.

L'élaboration d'un projet en détention doit concilier les éléments d'un passé et la construction des premiers jalons d'un avenir, au-delà de la prison. Ainsi, ce temps d'élaboration, susceptible de déboucher sur un projet concret, peut favoriser la compréhension, par le mineur de l'intérêt d'un travail de réflexion sur son parcours et plus largement sur lui-même. C'est à partir de ce temps de réflexion que doit être conçu un projet aménagement de peine.

---

<sup>2</sup> Nous nous plaçons ici dans la perspective de la généralisation de l'intervention continue en quartiers des mineurs



**La responsabilité de la préparation du projet d'aménagement de peine** incombe au centre d'action éducative chargé de la mission d'intervention continue en quartier mineur.

Lorsqu'il existe une mesure de milieu ouvert en cours, l'éducateur en quartier mineur et celui ayant en charge cette mesure doivent coordonner leur action auprès du jeune. Cette coordination s'impose en particulier pour préparer la sortie de détention (dans le cas des aménagements de peine avec levée d'écrou), ou la fin de la mesure d'aménagement de peine (lorsque le mineur est maintenu sous écrou). En effet, il est utile de préciser que dans ce dernier cas le délai d'exécution d'une mesure de milieu ouvert est suspendu jusqu'à la levée de l'écrou.

L'élaboration du projet d'aménagement de peine repose sur deux étapes principales :

**a) Analyse de la faisabilité juridique (étude de la situation pénale) :**

Dans un premier temps, l'éducateur doit prendre attache auprès du greffe de l'établissement pénitentiaire afin de connaître précisément le déroulé légal de l'exécution de la peine du mineur concerné. Chaque aménagement de peine comporte des caractéristiques juridiques particulières et peut s'envisager à des temps différents de l'exécution de la peine.

Dans tous les cas, la condamnation doit être définitive, (le délai d'appel doit donc avoir expiré) et aucune détention provisoire ne doit être en cours parallèlement à l'exécution de la peine susceptible d'aménagement.

Dans le cas d'aménagement de fin des courtes peines<sup>3</sup>, comme pour les libérations conditionnelles, une procédure automatique d'information du détenu concernant son entrée dans les délais légaux d'aménagement de peine est mise en place par le greffe.

Par ailleurs, les retraits de réductions de peine susceptibles de modifier la date de sortie, ainsi que les décrets de grâce, sont également à prendre en compte tout au long de la construction du projet. Les retraits de réductions de peine sont prononcés par le juge compétent en fonction du comportement du détenu s'agissant du crédit de réductions de peine (CRP) et au regard de la gestion du parcours de détention<sup>4</sup> s'agissant des réductions de peines supplémentaires (RPS).

L'éducateur doit, en outre, être vigilant concernant l'éventuelle existence d'autres affaires judiciaires en cours dans lesquelles le mineur pourrait être impliqué (dites « affaires libres ») et notamment de jugements à venir ou de peines susceptibles d'être mises à exécution. En effet, une condamnation ou un risque de condamnation à une peine d'emprisonnement ferme dans la période précédant le débat contradictoire, risquerait de compromettre l'octroi de l'aménagement ou d'entraîner une réincarcération en cours d'aménagement. Cette dernière hypothèse serait particulièrement mal vécue par le mineur qui se serait par ailleurs investi dans son projet et en aurait respecté les obligations.

La situation judiciaire du mineur doit être, par conséquent, analysée dans sa globalité dès le début de la phase de préparation d'un projet d'aménagement de peine.

---

<sup>3</sup> Loi Perben II (articles 723-20 et suivants du Code de procédure pénale)

<sup>4</sup> implication du détenu dans la scolarité, la formation ou le travail, dans les activités socioculturelles et sportives.

En cas d'existence d' « affaires libres » le CAE compétent doit évaluer l'impact possible sur le projet et la faisabilité de celui-ci au regard de ces nouvelles données. Il envisage également les éventuelles démarches à effectuer afin de préserver le projet.

En raison de la durée moyenne des condamnations prononcées à leur encontre, la plupart des mineurs pourront très rapidement, après la date de leur jugement, se trouver dans les délais leur permettant de bénéficier d'un d'aménagement de peine. C'est pourquoi il est souhaitable de faire ces démarches d'étude de la situation pénale dès les tous premiers jours suivant la condamnation.

La préparation d'un projet d'aménagement de peine peut débuter avant l'entrée dans le délai légal à partir duquel une demande d'aménagement de peine est recevable.

Grâce à cette anticipation la mesure d'aménagement de peine pourra être prononcée plus rapidement et le temps dévolu à la préparation du projet n'empiètera pas sur le temps d'exécution de la peine à l'extérieur.

Le mineur doit faire une requête écrite au juge compétent afin que sa demande d'aménagement de peine soit examinée en débat contradictoire ou en commission d'application des peines. Cette requête écrite déclenche le délai de quatre mois avant le terme duquel l'examen du projet en débat contradictoire doit avoir eu lieu. Pour les demandes de réductions de peine supplémentaires, permissions de sortir ou autorisations de sortie sous escorte, la requête écrite déclenche un délai de 2 mois avant le terme duquel le JE doit avoir statué, après avis de la commission de l'application des peines<sup>5</sup>.

Au regard de l'avancement du projet et de la situation pénale du mineur, l'éducateur et son service doivent évaluer le moment opportun pour l'envoi de cette requête au magistrat, afin que le dossier d'aménagement de peine soit recevable et abouti lors de son passage en audience.

Cependant, la démarche d'anticipation d'un aménagement de peine doit comprendre une certaine prudence, en particulier lors de son évocation avec le mineur. La mesure ne peut pas être considérée comme un fait acquis. Sa perspective ne doit pas non plus occulter, dans l'esprit du mineur et de l'éducateur, l'importance d'investir la période de détention en cours, notamment pour travailler sur les conséquences des faits à l'origine de l'incarcération et le sens de la peine.

A partir de ce repérage de la faisabilité juridique de la mesure, un travail éducatif avec le mineur, sur un projet, peut débuter.

---

<sup>5</sup> articles D49-33 et D49-32 du code de procédure pénale

## **b) Constitution du projet :**

La mesure d'aménagement de peine requiert des garanties particulières et ne se confond pas avec une mise en liberté en fin de peine.

Le projet d'aménagement de peine est un projet de sortie impliquant un certain nombre de conditions, telles que la possibilité d'un hébergement, l'inscription dans un dispositif scolaire professionnel ou de formation et l'assurance d'une organisation matérielle du quotidien satisfaisante.

**Ces modalités d'hébergement et d'insertion (scolarité, formation, travail) doivent impérativement couvrir la totalité du reliquat de peine** à compter de la date de début de la mesure d'aménagement de peine, pour éviter un retour du mineur en détention après la réalisation du projet. A cet effet, des projets pourront programmer des séquences successives dans différents dispositifs d'insertion et structures d'hébergement.

Les choix d'orientation du projet doivent tenir compte de la situation globale du mineur, de sa personnalité, de ses attentes, du positionnement de la famille ainsi que de l'existence d'éventuels projets et démarches antérieurs. L'éducateur, au cours du suivi du mineur et du travail entamé avec lui en vue de l'aménagement de la peine, doit évaluer les modalités d'hébergement et d'insertion lui paraissant appropriées aux besoins et aux potentialités du jeune.

De fait, cette analyse influera également sur le choix du type d'aménagement de peine (semi-liberté, placement extérieur ou autre) qui implique des modalités de réalisation et de contrôle différentes. C'est ici l'opportunité de tel ou tel projet qui est évaluée.

L'élaboration d'un projet d'aménagement de peine et la perspective d'une sortie conditionnée peuvent modifier l'état d'esprit du détenu et générer une évolution dans son comportement. De ce fait ce travail de construction peut constituer en lui-même, pour l'éducateur, un moyen d'approfondissement de la problématique du mineur. Cette éventuelle évolution réalisée pendant le temps de préparation du projet doit également être prise en compte dans le choix des modalités de réalisation de la mesure. Celui-ci pourra donc évoluer jusqu'à la présentation du projet lors de l'audience ou en commission d'application des peines.

L'éducateur peut également être amené à constater que le mineur n'est pas encore prêt à s'investir dans l'individualisation de sa peine. Un tel constat implique un travail d'explication auprès du mineur et de sa famille en vue de leur faire comprendre la nécessité de différer le projet. Cette éventuelle démarche fait partie intégrante de l'accompagnement éducatif. Elle est constitutive, en elle-même, du travail d'élaboration d'un projet d'aménagement de peine et représente, à terme, une garantie de sa pertinence. En cela, le positionnement de l'éducateur se différencie de celui de l'avocat, porte-parole du mineur.

Les autres services présents en quartier mineur, tels que les services de santé ou l'éducation nationale, doivent être associés à l'élaboration du projet et peuvent contribuer aux analyses concernant l'aménagement de peine ou à la construction même du projet.

L'équipe pluridisciplinaire du quartier mineur doit être tenue informée de la démarche de construction d'un projet d'aménagement de peine. L'ensemble des professionnels peut ainsi prendre en compte cette perspective dans l'accompagnement du mineur en détention.

La préparation du projet d'aménagement de peine se fonde également sur un travail avec l'environnement extérieur. La famille et les proches du mineur doivent être impliqués dans cette phase préparatoire. L'éducateur doit évaluer concrètement, au besoin par des visites à domicile, la capacité de la famille à accompagner le mineur dans le projet envisagé. Il tient compte de cet élément, notamment dans le choix des modalités et du type d'aménagement de peine à envisager. Il sollicite aussi un réseau partenarial, interne à la PJJ (dispositif départemental d'insertion, structures d'hébergement) ou extérieur (partenaires privilégiés tels que l'éducation nationale, les missions locales, les organismes de formation, les réseaux d'employeurs,...).

**Durant son élaboration le projet doit être régulièrement discuté et travaillé avec équipe pluridisciplinaire du CAE.** Cette dernière constitue un appui concernant les évaluations et choix que l'éducateur référent du mineur est amené à envisager. Elle est aussi une ressource dans la recherche de supports au projet.

Des permissions de sortie peuvent s'avérer opportunes afin que le mineur se rende sur son futur lieu de travail, de formation ou d'insertion, et rencontre les responsables du dispositif. Une sortie ponctuelle du jeune, accompagnée ou pas, présente de multiples intérêts en vue de la présentation du projet d'aménagement de peine au juge : investissement et responsabilisation du mineur vis à vis de son projet par une démarche concrète tournée vers l'extérieur, rencontre d'acteurs du projet hors du contexte de la détention, occasion d'une prise de connaissance progressive du projet par le magistrat.

L'éducateur référent du projet doit également prévoir les modalités pratiques nécessaires au bon déroulement du projet : moyen de transport utilisé par le jeune pour se rendre de l'hébergement au lieu de formation, scolarité ou autre, calcul des temps de trajets en vue de la rédaction de la décision par le juge, lieu de prise des repas, montants et moyens de financements des frais à engager par le jeune quotidiennement.

Le suivi d'un mineur incarcéré mobilise ainsi les compétences habituelles des professionnels de la PJJ, telles que :

- la connaissance approfondie de l'histoire du jeune et notamment de son parcours judiciaire
  - la prise en considération des problématiques globales du mineur, notamment psychiques
  - la prise en compte de l'évolution du mineur durant la détention
- l'utilisation de la connaissance et de la relation construites avec le jeune pendant l'incarcération
- la mobilisation du savoir-faire et outils professionnels adaptés à ce public
  - la réalisation d'un travail avec la famille
  - le recours au réseau partenarial extérieur spécifique aux mineurs

## 2. La mise en place : l'audience et la mise en œuvre de la décision

**La responsabilité de la mise en place du projet** d'aménagement de peine incombe, comme pour la phase précédente, à l'éducateur exerçant en quartier mineur.

### **L'étude du dossier d'aménagement de peine devant l'instance compétente :**

L'instance compétente est (hors procédure spécifique d'aménagement des fins de courtes peines) :

- Le juge des enfants en débat contradictoire concernant :
  - la semi-liberté,
  - le placement à l'extérieur,
  - le placement sous surveillance électronique,
  - la libération conditionnelle (sauf pour les condamnations supérieures à dix ans et les reliquats de peine supérieurs à trois ans : le tribunal pour enfants est alors compétent),
  - la suspension de peine (mêmes conditions que pour la libération conditionnelle),
  - le fractionnement de peine.
  
- La commission d'application des peines<sup>6</sup> concernant les permissions de sorties

Aucun texte ne prévoit la tenue d'un dossier par le service désigné de la PJJ.

Seule la procédure **d'aménagement des fins de courtes peines** impose expressément l'existence d'un dossier individuel comprenant a minima les pièces judiciaires adressées par le procureur de la république et les éléments relatifs à l'instruction du dossier. Ce dernier est tenu par le DDPJJ ou par ses services. Il est consultable par le parquet et le juge des enfants qui peuvent également en demander la communication. Il est également consultable par l'avocat du condamné, selon des modalités compatibles avec le bon fonctionnement du service<sup>7</sup>. L'avocat peut aussi se faire délivrer copie de tout ou partie des pièces du dossier.

En pratique, pour l'ensemble des mesures d'aménagement de peine, il est toutefois indispensable que le service désigné constitue un dossier comportant les éléments relatifs au projet en cours, notamment les justificatifs d'hébergement et les pièces relatives au projet d'insertion ainsi que toutes informations relatives au mineur et à sa situation (rapports d'incidents disciplinaires, fiche pénale, calcul de date de fin de peine, crédit de peine, affaires libres....).

---

<sup>6</sup> La commission d'application des peines est en outre compétente en ce qui concerne l'attribution de réductions de peines supplémentaires et exceptionnelles, le retrait des crédits de réductions de peines, le retrait des réductions de peines supplémentaires et exceptionnelles (art D115 à D117 du décret du 13 décembre 2004, relatif à l'application des peines)

<sup>7</sup> article D.147-13 du cpp, introduit suite à la parution du décret n°2004-1364 du 13 décembre 2004 relatif à l'application des peines.

Dans tous les cas, le service PJJ concerné peut solliciter auprès du greffe pénitentiaire les renseignements ou documents relatifs à l'exécution de la peine.

En vue de sa présentation au juge compétent, le service de la PJJ dépose pour sa part, au greffe de ce magistrat, les documents nécessaires à la prise de décision, après avoir effectué les vérifications requises quant à la validité et l'exhaustivité des éléments apportés. Lors de l'audience, le juge peut, en effet, s'il estime ne pas être en possession d'informations suffisantes, ajourner sa décision afin notamment de diligenter des enquêtes complémentaires (hébergement, famille, etc.) ainsi que des examens psychologiques, psychiatriques ou médicaux. C'est pourquoi il est souhaitable que le service s'assure que le magistrat disposera de toutes les pièces utiles au moment de l'audience.

Le cas échéant, et selon la pratique locale, les pièces concernant les aménagements de peines relevant du débat contradictoire, **peuvent** également être transmises au greffe de l'établissement pénitentiaire. Elles **doivent** l'être pour les projets d'aménagement de peine (permissions de sortie, réductions de peine supplémentaires, autorisation de sortie sous escorte), ainsi que pour les retraits de réductions de peine.

Ces pièces sont :

- justificatif d'hébergement,
- justificatif d'activité d'insertion (scolaire, professionnelle, dispositif d'insertion),
- justificatifs ou éléments d'information concernant d'éventuelles activités constitutives, du projet (démarche de santé, temps de loisirs ou d'activités culturelles et sportives, visites familles etc.),
- papiers administratifs indispensables,
- rapport socio-éducatif (parcours global du jeune, évolution constatée, situation présente, opportunité du projet),
- toute autre pièce que l'éducateur estime nécessaire au titre de l'aide à la décision.

C'est à partir de ce dossier et des débats en instance de décision que le juge fixe des obligations spécifiques et adaptées à la situation et au projet particuliers du mineur concerné, au-delà des obligations automatiques et communes à tout aménagement de peine

A compter de la réception de la requête du condamné le saisissant, le juge compétent dispose de quatre mois pour audiencer le dossier du condamné.

### **Présence du service PJJ en audience du débat contradictoire et en commission d'application de la peine :**

- A l'occasion des **débats contradictoires**, le JE peut demander à ce qu'un représentant de la PJJ soit présent. Cette représentation doit être encouragée. Le débat est en effet un temps qui constitue un véritable enjeu éducatif.
- A l'occasion des **commissions d'application des peines concernant les mineurs** (CAP), la PJJ doit être représentée (article D49-60 du CPP). En effet, lors des CAP peuvent être notamment étudiées des demandes de permissions de sortir et examinés d'éventuels retraits de réduction de peines et des octrois de réductions de peines supplémentaires.

Ces questions ont un impact important sur l'exécution de la peine. Les décisions qui y sont prises peuvent avoir une répercussion forte sur le mineur. C'est pourquoi il est essentiel que la PJJ complète oralement les données de son rapport et donne le cas échéant un éclairage éducatif sur le contexte de survenance d'un incident.

En cas d'ajournement ou de rejet du projet :

Le juge peut ajourner sa décision sur le projet présenté afin d'obtenir des éléments complémentaires. Dans ce cas, le service concerné s'emploie à apporter les documents manquants au dossier dans les meilleurs délais.

Hormis ce cas précis, l'ajournement, ou plus encore, le rejet d'un projet d'aménagement de peine, risque d'être mal compris par le mineur, qui s'est impliqué dans son élaboration. Cela peut le conduire à se démobiliser, à se renfermer dans une attitude de passivité. C'est pourquoi l'éducateur référent du projet doit mener un travail pédagogique d'explicitation des raisons du rejet avec le mineur concerné. Il l'accompagne dans l'acceptation de la décision du magistrat. Cet événement, constituant une nouvelle confrontation à la réalité pour le mineur, peut également être l'occasion de l'amener à réinterroger son comportement et ce afin de pouvoir dégager de nouvelles perspectives d'évolution.

En outre, il échange avec la famille à partir de cette décision.

En cas de décision favorable : la sortie en aménagement de peine

La décision d'aménagement de peine fixe une date de début d'exécution.

L'éducateur référent du projet doit organiser les conditions matérielles nécessaires à la mise en place effective de l'aménagement : transport du jeune, coordination avec les personnes accueillant le mineur sur son lieu d'hébergement et d'insertion, information de la famille, acheminement d'affaires personnelles du mineur sur le lieu d'accueil. L'éducateur veille au bon déroulement de cette mise en œuvre tout au long de sa réalisation.

### 3. le suivi et le contrôle du déroulement de l'aménagement de peine

L'aménagement de peine constitue un support, judiciairement défini, à l'inscription progressive du mineur, dans une démarche d'autonomisation et de responsabilisation.

Un regard et un savoir-faire éducatifs sont nécessaires pour aider le mineur à mener la mesure d'aménagement de peine à son terme.

L'objectif est alors que le mineur se projette au-delà de la probation, vers un développement personnel compatible avec la société et l'environnement dans lesquels il est amené à grandir.

La sortie d'une période d'incarcération constitue un moment difficile et éventuellement lourd à assumer pour le jeune, notamment en raison d'éléments tels que la stigmatisation dans un statut « d'ex détenu » par les connaissances extérieures, les contraintes judiciaires à respecter et le projet éducatif à s'approprier. A cet égard, l'aménagement de peine est une mesure exigeante. C'est pourquoi un suivi intense et une présence soutenue de l'éducateur référent auprès du mineur sont essentiels, notamment au début de la mise en place de la mesure.

#### **Le service compétent :**

**La responsabilité du suivi et du contrôle de l'exécution** de la mesure d'aménagement de peine peut être attribuée à différents services selon les cas :

- **Premier cas** : Le suivi et le contrôle sont confiés au CAE exerçant la mission de suivi des mineurs incarcérés

Dans ce cas le directeur du CAE a deux possibilités :

- soit il attribue la mesure à l'éducateur qui a construit le projet avec le jeune, en détention et ce, notamment, afin:
  - de garantir la continuité de l'action engagée et de la relation construite avec le mineur à l'occasion de la préparation du projet,
  - de représenter, pour le mineur, un soutien pour la réalisation du projet qu'ils ont élaboré ensemble,
  - de symboliser, aux yeux du mineur, qu'il s'agit bien de la poursuite de la peine privative de liberté, de façon aménagée.



- soit il attribue la mesure à un éducateur du CAE n'exerçant pas au quartier mineur et ce, notamment, afin :
  - de marquer, aux yeux du mineur, le début d'une autre étape de l'exécution de sa peine, en milieu ouvert,
  - de privilégier une plus grande souplesse d'intervention auprès du mineur ; l'éducateur en charge de la mesure n'étant pas soumis aux aléas de la charge de travail en détention et aux impératifs qui en résultent.

Ce choix relatif à l'attribution de la mesure doit être effectué selon le principe d'individualisation qui préside au suivi des mineurs par la PJJ et dans le souci d'une adaptation la plus fine possible au cas d'espèce.

- **Deuxième cas** : Le suivi et le contrôle de la mesure d'aménagement de peine sont confiés à un autre service que celui exerçant la mission de suivi des mineurs incarcérés.

Dans tous les cas, il semble primordial de souligner l'importance de la proximité géographique du service mandaté du lieu de résidence ou d'activité du mineur dans le cadre de sa mesure d'aménagement de peine.

En outre, le service de la PJJ exerçant la mission de suivi au sein du quartier mineur porte à la connaissance du magistrat compétent, l'ensemble des éléments et analyses susceptibles de l'aider à prendre la décision la plus adaptée à la situation individuelle du mineur concerné.

Pour des raisons de contraintes géographiques, ou en opportunité dans des cas particuliers, le suivi et le contrôle d'aménagement de peine peuvent donc être assurés par un éducateur différent de celui qui a préparé le projet d'aménagement de peine. Dans ce cas, il importe que cet éducateur soit associé à la préparation du projet, en collaboration avec son collègue exerçant en quartier mineur.

#### Les modalités de mise en œuvre :

Une des caractéristiques du suivi de la mesure d'aménagement est de comporter une dimension de contrôle du respect des obligations fixées au condamné par la décision judiciaire.

L'exercice du contrôle et la gestion des incidents est l'occasion d'exercer une vigilance éducative. Celle-ci permettra de resituer le comportement du mineur vis à vis des obligations qui lui ont été fixées, au regard de son histoire, de sa situation et de sa personnalité.

La fonction de contrôle est de la responsabilité du service de la PJJ saisi par le juge pour le suivi de la mesure.

**Ces modalités de mise en œuvre du contrôle peuvent se concrétiser sous différentes formes :**

- rencontres régulières avec le mineur : convocation au service, rencontre du mineur sur son lieu d'hébergement et d'activités,
- contacts téléphoniques réguliers : avec le mineur, avec le référent du mineur sur ses lieux de vie et d'activité,
- visites sur les lieux d'hébergement et d'activités : pour évaluer l'investissement du mineur dans les activités et la vie collective du lieu, pour constater la présence du mineur mais également les conditions d'accueil qui sont faites.
- vérification des justificatifs liés aux obligations posées par le juge : certificats médicaux, attestations de présence, justificatifs de démarches, justificatifs d'indemnisation des parties civiles (relevé de compte, récépissés de mandat postal)

Par ailleurs, le service doit organiser avec les lieux d'hébergement et d'activités du mineur les modalités selon lesquels ces derniers lui signaleront le non-respect des obligations fixées et les incidents significatifs ayant un impact sur le suivi de la mesure (présence, respect des horaires, comportement).

### **La gestion des incidents :**

**Un des objectifs de l'aménagement de peine étant l'évolution du mineur à travers l'apprentissage progressif d'une responsabilité et d'une autonomie nouvelles, l'incident fait partie des aléas possibles du déroulement de la mesure.**

Le mode de traitement et de signalement des incidents doivent faire l'objet d'un accord avec le magistrat mandant afin de déterminer :

- les modalités selon lesquelles les signalements des incidents doivent lui être faits et notamment concernant les incidents de moindre importance,
- le niveau de gravité nécessitant un signalement immédiat ou systématique
- les modes de traitement des incidents avec le mineur

Selon la nature et le contexte de survenance de l'incident, le comportement et la situation du mineur, différents supports à la réponse éducative sont à la disposition de l'éducateur et du magistrat :

- un ou des entretiens de l'éducateur avec le mineur,
- une intensification de l'accompagnement et du contrôle de l'éducateur auprès du mineur,
- une convocation du mineur au service, marquant le caractère officiel de la rencontre,
- une convocation du mineur devant le juge des enfants, en présence de l'éducateur,
- une convocation du mineur devant le juge des enfants, sans la présence de l'éducateur,
- une modification des obligations au regard de l'analyse des raisons ayant amenées le mineur à produire un incident,
- pour les aménagements de peine sous écrou, un retrait de crédit de réduction de peine, un retrait de permissions de sortie,
- la révocation de la mesure entraînant la réincarcération.

Dans tous les cas, les infractions pénales constatées durant le déroulement de la mesure doivent systématiquement être signalées au magistrat par le service PJJ responsable du suivi et contrôle.

Le suivi et le contrôle du déroulement de l'aménagement de peine doivent donner lieu à un certain nombre d'actes éducatifs essentiels :

- l'accompagnement du mineur dans les démarches nécessaires à l'évolution de sa situation,
- des entretiens réguliers de point de situation,
- des visites sur les lieux d'hébergement, d'insertion et d'activités et des contacts avec les adultes référents du jeune sur ces lieux,
- des rencontres régulières avec la famille ou les titulaires de l'autorité parentale, pour les informer du déroulement de la mesure et recueillir, le cas échéant, les autorisations nécessaires aux activités mise en œuvre,
- un travail éducatif sur le sens des obligations fixées par le juge,
- le contrôle du respect des obligations par le mineur,
- l'analyse des éventuelles difficultés ressenties par le jeune, tant au niveau de son parcours global que dans le respect des obligations,
- l'évaluation régulière de la convenance des modalités de réalisation de l'aménagement de peine à l'évolution et aux besoins du mineur afin d'apporter au juge compétent les éléments lui permettant d'apprécier la nécessité éventuelle d'adapter les obligations tout au long de la mesure,
- l'information régulière et continue du mineur sur l'évolution de sa situation pénale (sur la peine en cours d'exécution dont réductions de peines et date de fin de peine, sur d'autres affaires ou jugements éventuels),
- la préparation de la sortie du mineur du dispositif d'aménagement de peine (fin de peine).

La situation du mineur en aménagement de peine est régulièrement étudiée en réunion de synthèse d'équipe du service compétent. Si le mineur est hébergé en structure PJJ, son évolution est également soumise à l'analyse de l'équipe de cet établissement.

Par ailleurs, il incombe au service PJJ en charge de l'aménagement de peine d'assurer des démarches à destination du magistrat compétent. Des rapports de situation doivent lui être transmis régulièrement, selon une fréquence déterminée en accord avec lui, et a minima chaque semestre ainsi qu'en fin de suivi. Les progrès et réussites du mineur doivent être portés à sa connaissance. Le service PJJ signale au magistrat le non-respect éventuel des obligations et lui soumet dans les meilleurs délais une analyse éducative circonstanciée concernant le ou les incidents relevés, notamment afin que le juge puisse éventuellement modifier les obligations au regard du comportement du mineur. Il est également souhaitable que les difficultés du mineur à intégrer le cadre et les contraintes liés à la mesure donnent lieu à un échange avec lui.

*Cette note a été établie grâce au travail d'un groupe constitué de personnels de la direction de la PJJ, des bureaux K1 et K2, ainsi que de personnels de services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et la protection judiciaire de la jeunesse.*

**Carol Bizouarn** : rédactrice DPJJ, bureau législatif (K2)

**Agnès Camelot** : rédactrice DPJJ, bureau des méthodes de l'action éducative (K1)

**Dominique Cazier** : rédacteur DPJJ, bureau des méthodes de l'action éducative (K1)

**Gaëlle Dupuis** : CIP, SPIP du Val d'Oise (Maison d'Arrêt d'Osny)

**Nathalie Le Barazer** : directrice PJJ, FAE de Rennes

**Marc Martineau** : CSE, SEAT de Créteil

**Patricia Rousson** : directrice PJJ, CAE de Nogent sur Marne (77)

**Sophie Sansy** : rédactrice DPJJ, bureau législatif (K2)

*Par ailleurs, cette note a fait l'objet d'une consultation de l'ensemble des organisations syndicales de la protection judiciaire de la jeunesse, le 8 mars 2005.*